

COLOMBIE: Semences de vie, semences d'espoir

Von Cynthia Osorio Torres* , eingestellt am 17.08.2016



«A qui a dit que tout est perdu, je viens pour offrir mon c?ur»(1)

«Berta n'est pas morte, elle s'est multipliée, nous allons honorer sa lutte dans la joie»(2)

Avec quelques grains de maïs, semés dans une terre bien préparée dont on prend bien soin, nous pouvons multiplier les semences et les partager avec beaucoup d'autres personnes: ceux qui veulent de la bonne semence et qui souhaitent à leur tour la reproduire.

En faisant la rétrospective de notre travail en tant que Réseau de Gardiens de Semences de Vie (RGSV) en Colombie, du lien créé ces dernières années à travers notre petite association française, «Los Pies en la Tierra - Les Pieds dans la Terre»³, et avec quelques organisations en France et en Suisse, je ne peux qu'être optimiste: nous avançons.

Le terrain est plus fertile, il y a de plus en plus de semences, il y a de plus en plus de gens qui en parlent, qui en prennent conscience, et il y a de plus en plus de gens qui agissent.

Contexte législatif, mobilisations en réponse

Voilà un bref récapitulatif de ce qui s'est passé en Colombie au sujet des semences et de la souveraineté alimentaire. Les confiscations et la destruction de plus de 4000 tonnes de semences, entre 2010 et 2013, par l'ICA, l'Institut Colombien de l'Agriculture et de l'Elevage⁴ ont été rendues publiques. L'argument officiel pour cette destruction était que les semences n'étaient pas certifiées ou que le contenu dans l'emballage ne correspondait pas à son étiquette, selon la nouvelle Résolution 9.70.

Cela s'explique tout simplement par le fait que les paysans ont toujours réutilisé les sacs de stockage pour ranger leurs semences, les récoltes, etc., sans que cela ne soit un problème, et encore moins un délit. Jusqu'à présent ils n'avaient jamais entendu parler de la certification des semences et encore moins du contenu de cette résolution.

Derrière cet argument officiel, prétendument sanitaire, on a passé sous silence le fait que cette Résolution était le premier pas vers l'implantation de la Loi UPOV 915 en Colombie. C'était une exigence des pays ou des organisations (Etats-Unis, Canada, Union européenne, Suisse, etc.) pour signer les traités de libre-échange en cours de négociation à ce moment-là. C'est-à-dire qu'ils préparaient le terrain pour que les paysans acceptent que leurs semences ne leur appartiennent plus, entre autres choses.

L'année 2013 a secoué la Colombie avec des grandes mobilisations paysannes et indiennes, historiquement en confrontation entre elles. Durant cette année, elles se sont unies pour protester contre un ennemi commun: les traités de libre-échange. Ceux-ci ont de lourdes conséquences; ils favorisent la production extérieure et nuisent à la production interne, criminalisent les pratiques traditionnelles et familiales, mais aussi imposent des lois sur les emballages, les transports, et la gestion des semences (etc.) que les petits producteurs ne sont pas capables de satisfaire, face aux coûts élevés que cela implique et face au traditionnel manque de moyens techniques,

d'infrastructures, d'éducation (etc.) dans les campagnes colombiennes.

Il y a eu de grandes victoires ces dernières années pour nous, grâce aux mobilisations et au travail des organisations qui défendent les semences et la souveraineté alimentaire. La prétendue implantation de la Loi UPOV 91 a échoué, grâce à la bataille juridique des organisations.

Vers la fin 2015, la nouvelle résolution est apparue, pour remplacer la 9.70: Résolution 3168 de l'ICA, dont l'objet n'inclut plus les semences natives; c'est-à-dire qu'actuellement nos semences ne sont pas incluses dans le cadre juridique colombien, elles sont libres. La semence est passée du statut de sujet exclusivement agraire et paysan (ou en d'autres termes, sans importance) à celui de sujet d'intérêt général. L'indignation face à l'intention de s'approprier la vie même (comme pour la thématique de l'eau) a provoqué une réaction générale plus ou moins consciente de la population colombienne.

Une autre menace, les OGM

Compte tenu de ce succès, en tant que RGSV, nous continuons notre travail quotidien de sauvegarde de semences, de sauvetage de la biodiversité, de l'«éco diversité», etc., avec un ennemi silencieux en train de rentrer dans nos territoires et nos assiettes: les OGM. Un sujet qui pour nous était trop compliqué et lourd à gérer, compte tenu de notre travail de fourmis. Cependant, à la fin de 2014 nous avons dû nous confronter à la réalité: une association de Bogotá a réalisé des tests sur des échantillons de variétés de maïs des gardiens de semences avec qui nous avons des activités en commun. Ils ont trouvé une contamination avec des OGM sur plusieurs variétés de maïs. Face à cette alerte, fin 2015 nous avons réussi à faire de nouveaux tests sur 50 variétés de maïs dans le département de Nariño, sur nos maïs, protégés par nos gardiens de semences. Et c'est avec tristesse que nous avons constaté que quelques-unes de nos variétés de maïs étaient aussi contaminées. Face à cette situation, nous avons voulu savoir ce qui se passe au niveau d'autres groupes de notre réseau. Avec un soutien trouvé en Suisse⁷, nous avons fait d'autres tests dans le Cauca et nous en ferons d'autres à Nariño. Notre travail de ce premier semestre 2016 a été de planter et de prendre soin des maïs à tester afin qu'ils soient prêts pour le mois de mai. En cherchant du soutien localement, nous avons fait la connaissance de professeurs engagés de l'Université du Cauca et désirant faire sortir leurs élèves du système éducatif traditionnel. Ils nous ont soutenus dans notre démarche et les étudiants ont répondu avec enthousiasme en nous aidant dans la préparation de la rencontre prévue pour présenter les résultats, mais surtout, à faire comprendre les conséquences des OGM à différents niveaux.

Après des mois de travail de coordination, les résultats se sont concrétisés au cours de 3 jours de travail intense (26, 27 et 28 mai), regroupant plus de 60 personnes: gardiens de semences, chercheurs de notre réseau, paysans et Indiens, étudiants et professeurs. Il y a eu une collecte de plus de 50 échantillons, un travail de dépistage d'OGM dans ces échantillons et la présentation des résultats dans son contexte dans une rencontre publique intitulée «De nos champs à nos assiettes, rencontre pour la défense de nos semences». Près de 250 personnes ont participé: représentants d'institutions publiques (mairies, représentants des autorités indiennes, locales et régionales?), organisations locales et nationales, institutions éducatives (universités, groupes scolaires?), etc. Nous avons présenté les résultats de ce travail et les conséquences de la propagation des OGM dans le pays.

Résultats: il est incroyable de se rendre compte de la désinformation qui existe face au thème des OGM en Colombie. Même les professeurs universitaires qui ont travaillé avec nous avouaient ne pas avoir une vision claire de ce qui se cache derrière la production d'OGM et le contrôle de la semence et de la nourriture en Colombie et au niveau mondial.

Mais surtout, la bonne nouvelle avec les résultats de ces tests est que nous avons retrouvé un peu de tranquillité en sachant que les maïs de notre réseau de semences (groupe du Cauca) ne sont pas contaminés par les OGM et que nous pouvons continuer à les protéger, les cultiver, les partager et les échanger. 240 (09/2015)

Il y a cependant une nouvelle alerte et de nouveaux dossiers importants en préparation:

Une variété de maïs sans étiquette, vendue dans les magasins agricoles comme de l'alimentation animale et humaine, est en fait transgénique. C'est une chose grave de se rendre compte que nous sommes utilisés comme des rats de laboratoire.

Une variété de maïs, certifiée par l'ICA, avec une étiquette «Semences non transgéniques», s'avère être transgénique. Cynisme de l'ICA? Indifférence? Contamination involontaire? Ou pire encore, contamination volontaire?

Un avenir optimiste?

Face à ces questions nous avons besoin d'une pause pour reprendre notre souffle et trouver du soutien. En interne, en Colombie, mais également à l'extérieur. Qui peut comprendre les implications que cela peut avoir? J'ai parlé d'optimisme au début de cet article et on pourrait se demander pourquoi, étant donné que nous avons rencontré une nouvelle menace concrète et proche de la contamination de nos maïs? Mais oui, optimisme car cela nous a aussi permis de mettre en évidence un problème qui était (volontairement?) ignoré et sur lequel nous nous devons de mettre le doigt, et, en même temps de rencontrer de plus en plus de personnes qui souhaitent se regrouper et agir.

Parallèlement, le mois de juin a commencé par de fortes mobilisations de la population paysanne et indienne dans l'ensemble du pays, fatiguée des promesses de 2013 (ou même avant) non tenues. Dans 25 départements, les paysans et les Indiens ont manifesté, bloqué des routes pour tenter de se faire entendre. Le gouvernement tente de les réprimer et de les occulter. Mais cette stratégie est déjà connue et ce sont les médias alternatifs qui relayent les informations à ce sujet. Quelque chose de nouveau est en train de naître sur différents fronts?

Cynthia Osorio Torres*

*Economiste de l'environnement, coordinatrice du groupe du Cauca, Réseau des Gardiens de Semences de Vie en Colombie, ^[1]

<http://www.colombia-redsemillas.org/> ^[1]

<https://lospiesenlatierra.org/> ^[1]

1. Fito Paez: auteur-compositeur argentin.
2. Berta Cáceres a été assassinée alors qu'elle défendait la cause de l'eau au Honduras. Il s'agit d'une citation de sa fille dans le concert de Manu Chao. Voir Archipel No 248.
3. <www.lospiesenlatierra.org>
4. Un équivalent de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) en France
5. L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève (Suisse):
<http://www.upov.int/portal/index.html.fr> [2]. L'enjeu derrière l'UPOV 91 est le contrôle du marché de la semence et de la production de la nourriture dans le monde, et les traités internationaux de libre-échange sont la manière la plus efficace de l'imposer.
6. La «Corporación Custodios de Semillas», associée avec les autorités indiennes de Cañamomo ? Lomaprieta
7. Merci à Solifonds de nous soutenir financièrement dans cette activité.

Auteur original:

Cynthia Osorio Torres*

Liens:

[1] <https://lospiesenlatierra.org/>

[2] <http://www.upov.int/portal/index.html.fr>

URL source (Obtenu le 2016-10-08 01:32): <http://www.forumcivique.org/fr/articles/colombie-semences-de-vie-semences-d>

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-O4300 Limans
Tel.: +33-492-73 05 98
fr@forumcivique.org

Schweiz/Suisse:

St. Johannis-Vorstadt 13
Postfach, CH-4004 Basel
Tel.: +41-61-262 01 11
Fax: +41-61-262 02 46
PC/CCP 40-8523-5
ch@forumcivique.org

Österreich:

Lobnik 16
A-9135 Bad Eisenkappel/
?elezna Kapla
Tel.: +43-42 38-87 05
Fax: +43-42 38-87 05 4
at@forumcivique.org

Deutschland:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
Fax: +49-399 59-20 399
de@forumcivique.org

Ukraina I ????????:

vul. Borkanyuka 97
90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
Fax: +380-31 42-512 20
ua@forumcivique.org

Rumânia:

Joachim Cotaru
str. Bisericii 234
557168 Hosman (SB)
Tel./Fax +40-269-583 153
ro@forumcivique.org